

RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'UNITÉ

CESAER - Centre d'Économie et de Sociologie
appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES :

L'Institut Agro – Institut national d'enseignement
supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement

Institut national de recherche pour l'agriculture,
l'alimentation et l'environnement – INRAE

UBFC – Université Bourgogne Franche-Comté

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023
VAGUE C



Au nom du comité d'experts¹ :

Michail Dimou, Président du comité

Pour le Hcéres² :

Thierry Coulhon, Président

En vertu du décret n° 2021-1536 du 29 novembre 2021 :

1 Les rapports d'évaluation « sont signés par le président du comité ». (Article 11, alinéa 2) ;

2 Le président du Hcéres « contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président. » (Article 8, alinéa 5).

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous. Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité. Les données chiffrées de ce rapport sont les données certifiées exactes extraites des fichiers déposés par la tutelle au nom de l'unité.

MEMBRES DU COMITÉ D'EXPERTS

Président : M. Michail Dimou, Université de Toulon

Experts : Mme Catherine Araujo, CNRS, Clermont-Ferrand
Mme Danielle Galliano, INRAE, Castanet-Tolosan
M. Ronan Le Velly, Institut Agro, Montpellier
Mme Monique Poulot, Université Paris Nanterre

REPRÉSENTANT DU HCÉRES

M. Jérôme Vicente-Hernandez

CARACTÉRISATION DE L'UNITÉ

- Nom : Centre d'Économie et de Sociologie appliquées à l'Agriculture et aux Espaces Ruraux
- Acronyme : CESAER
- Label et numéro : UMR 1041
- Composition de l'équipe de direction : M. Stéphane Blancard

PANELS SCIENTIFIQUES DE L'UNITÉ

SHS Sciences humaines et sociales

SHS1 Sciences du vivant et environnement

THÉMATIQUES DE L'UNITÉ

L'objet fédérateur du CESAER concerne les dynamiques des espaces ruraux et périurbains. L'unité est composée essentiellement d'économistes et de sociologues mais elle compte également quelques géographes et gestionnaires. Depuis 2016, l'unité est structurée en deux axes thématiques à base disciplinaire. Le premier axe Dynamiques et Aménagement des Territoires (DAT) rassemble les économistes, les gestionnaires et un géographe quantitativiste qui mènent des recherches autour de questionnements centrés sur les usages – productifs et non productifs – des espaces ruraux et périurbains, ainsi que sur la gouvernance de ces espaces. Le second axe, Groupes sociaux et Mondes Ruraux (GSMR), se compose de sociologues et d'une géographe sociale dont les recherches portent sur une compréhension de ce qui définit ces espaces comme des « mondes sociaux », dans une acception relationnelle attentive aux interdépendances et médiations institutionnelles.

Cette structuration fait suite à une configuration en 3 axes entre 2010 à 2015 avec l'axe GSMR, l'axe Espaces ruraux et aménagement du territoire (ERAT) qui regroupait des économistes des deux tutelles, et l'axe Agriculture et Industrie Agro-Alimentaire (AIAA), composé principalement des économistes de l'Institut Agro Dijon. La fusion de ces deux derniers axes a contribué à décloisonner les recherches au sein du laboratoire, à développer les échanges méthodologiques et de connaissances théoriques ancrées dans les espaces disciplinaires des chercheurs de l'unité et à améliorer les pratiques de publication. Pour éviter le cloisonnement entre sociologues et économistes, 2 Thématiques Transversales (TT), sur la durabilité des territoires et sur les inégalités socio-spatiales ont été mises en place avec des journées d'études, des ateliers et des projets communs.

Dans son projet futur, pour la période 2023-2028, l'unité a choisi une nouvelle structuration en deux « pôles » originaux : le premier portera sur les dynamiques des territoires ruraux et des groupes sociaux qui les composent, le second sur les transitions agroécologiques et alimentaires dans les territoires. Ces deux pôles regrouperont des économistes et des sociologues.

HISTORIQUE ET LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DE L'UNITÉ

Le CESAER est une Unité Mixte de Recherche d'INRAE, de l'Institut Agro et de la COMUE Université Bourgogne-Franche-Comté. Il rassemble initialement des agents INRAE du département scientifique EcoSocio (Économie et Sciences Sociales pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement) et des agents de l'Institut Agro Dijon (anciennement Agro Sup Dijon). En 2013, l'intégration des chercheurs et enseignants-chercheurs du LISTO, une unité INRAE rattachée au département ACT (Action, transitions, territoires), a contribué à renforcer les compétences du CESAER en sociologie du changement de pratiques et des organisations agricoles. À cet ensemble s'ajoutent le personnel d'appui (assistants-ingénieurs et techniciens) ainsi qu'une trentaine de doctorants et post-doctorants. Les membres de l'unité sont logés dans un même bâtiment géré par l'Institut Agro Dijon.

ENVIRONNEMENT DE RECHERCHE DE L'UNITÉ

L'environnement local du CESAER est propice à l'atteinte de ses objectifs scientifiques. L'ISITE Bourgogne Franche Comté (BFC) a été, pendant la période précédente, un atout majeur pour l'unité. L'axe 2 de l'ISITE Territoires, Environnement, Aliment, auquel le CESAER était rattaché, a contribué à affermir le positionnement de l'unité dans l'écosystème régional et favoriser les interactions avec d'autres unités et communautés scientifiques par différents projets tel que PubprivLands qui s'appuie sur la synergie de 6 laboratoires de Besançon et de Dijon et qui se singularise par un portage en binôme associant CESAER et Chrono-environnement. L'ISITE a permis de financer de nouveaux champs de recherche dans lesquels l'unité souhaite s'investir, notamment dans le domaine de l'alimentation et de l'agro-alimentaire. L'unité a été lauréate de l'appel à projets émergents ISITE avec le projet pluridisciplinaire Food2C qui combine sciences sociales et sciences des aliments et qui vise à analyser l'organisation des filières d'approvisionnement et de conservation des légumes dans trois agglomérations (Dijon, Nha Trang et Hanoi). L'ISITE a également permis de répondre à l'appel à projets du Programme Investissements d'Avenir (PIA) Soutien de la Formation par la Recherche dans

les Initiatives d'excellence (SFRI). L'unité a participé à la mise en place de la Graduate School (GS) Transbio avec comme objectif de proposer une offre de formation aux niveaux Master et Doctorat sur les axes phares d'ISITE-BFC. La perte du label ISITE en juillet 2021 soulève des questions sur les conséquences de la perte du financement et du cadre des coopérations scientifiques régionales que représentait cette institution. L'enjeu serait de les maintenir dans d'autres cadres.

Le CESAER participe à l'axe Mobilités, échanges, espaces de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) de Dijon qui offre aux laboratoires en SHS un cadre propice aux rencontres et aux coopérations au sein de programmes de recherche finalisée. L'unité est engagée dans le Living Lab Territorial pour la Transition Écologique. Le CESAER participe, avec dix autres unités, à la Zone Atelier Arc Jurassien (ZAAJ) dont la vocation est de fédérer, au sein d'un réseau franco-suisse, les recherches interdisciplinaires sur les interactions entre environnement, sociétés et dynamiques des systèmes socio-écologiques de moyenne montagne. La ZAAJ a été labellisée par l'Institut Écologie et Environnement (INEE) du CNRS en 2013. Enfin, la SATT Sayens, qui compte parmi ses actionnaires l'Institut Agro Dijon, est également un acteur incontournable de l'écosystème régional ayant pour vocation de faciliter, de simplifier et d'accélérer le transfert de technologies et de connaissances issues de la recherche publique vers le monde socio-économique. L'unité s'appuie sur la SATT Sayens pour le montage des conventions industrielles de formation par la recherche (Cifre).

EFFECTIFS DE L'UNITÉ : en personnes physiques au 31/12/2021

Personnels permanents en activité	
Professeurs et assimilés	6
Maîtres de conférences et assimilés	9
Directeurs de recherche et assimilés	6
Chargés de recherche et assimilés	8
Chercheurs des EPIC et autres organismes, fondations ou entreprises privées	0
Personnels d'appui à la recherche	12
Sous-total personnels permanents en activité	41
Enseignants-chercheurs et chercheurs non permanents et assimilés	2
Personnels d'appui à la recherche non permanents	1
Post-doctorants	3
Doctorants	25
Sous-total personnels non permanents en activité	31
Total personnels	72

RÉPARTITION DES PERMANENTS DE L'UNITÉ PAR EMPLOYEUR : en personnes physiques au 31/12/2021. Les employeurs non tutelles sont regroupés sous l'intitulé « autres ».

Employeur	EC	C	PAR
INRAE	0	14	9
Institut Agro	15	0	3
Total	15	14	12

BUDGET DE L'UNITÉ

Budget récurrent hors masse salariale alloué par les établissements de rattachement (tutelles) (total sur 6 ans)	1 016 484
Ressources propres obtenues sur appels à projets régionaux (total sur 6 ans des sommes obtenues sur AAP idex, i-site, CPER, collectivités territoriales, etc.)	810 678
Ressources propres obtenues sur appels à projets nationaux (total sur 6 ans des sommes obtenues sur AAP ONR, PIA, ANR, FRM, INCa, etc.)	681 354
Ressources propres obtenues sur appels à projets internationaux (total sur 6 ans des sommes obtenues)	803 788
Ressources issues de la valorisation, du transfert et de la collaboration industrielle (total sur 6 ans des sommes obtenues grâce à des contrats, des brevets, des activités de service, des prestations, etc.)	142 155
Total en euros	3 454 459

AVIS GLOBAL

Le comité Hcéres considère que l'UMR CESAER affiche un bilan scientifique très satisfaisant avec des publications de qualité ainsi qu'une contribution sociale importante. Durant l'exercice précédent, l'unité a maintenu et même légèrement augmenté ses effectifs en 2022. L'unité est organisée en deux axes, réunissant d'un côté les économistes et de l'autre les sociologues. Deux thématiques transversales permettent les interactions entre les membres des deux axes afin de réduire les risques de cloisonnement. Dans son projet futur, l'unité envisage de se restructurer en deux « pôles » nouveaux : le premier porte sur les dynamiques des territoires ruraux et des groupes sociaux qui les composent ; le second, qui traduit les mutations thématiques de l'unité, porte sur la transition agroécologique et alimentaire dans les territoires. L'unité a construit sa stratégie et a élaboré ce projet de façon concertée et en phase avec ses tutelles. Le comité considère que ce projet permet d'éviter le cloisonnement disciplinaire et de rendre visible l'ensemble des thématiques de recherche des membres de l'unité. Il encourage l'unité de poursuivre dans cette direction.

Les membres du CESAER publient dans des revues de qualité et indexées. La quantité et la qualité des publications se sont significativement améliorées depuis le dernier exercice. L'unité affiche également une très forte activité en matière de réponse sociale aux projets de recherche appliquée. Le bon positionnement de l'unité dans l'écosystème régional favorise les interactions avec d'autres unités et communautés scientifiques par différents projets. L'unité affiche une bonne intégration des réseaux académiques et non académiques. Elle est très bien identifiée au niveau national sur ses thématiques historiques (aménagement du territoire, modes ruraux, changement en agriculture) et est une référence dans l'appui aux politiques publiques. Enfin, elle est très active dans son écosystème régional.

Un premier risque pour l'unité vient de son environnement mouvant. Le retrait du label ISITE et la transformation de la COMUE Bourgogne-Franche-Comté génèrent un environnement régional plus incertain affectant à la fois les ressources financières de l'unité mais aussi ses coopérations avec d'autres équipes scientifiques au sein de projets pluridisciplinaires.

Un deuxième risque est la relative faiblesse de la visibilité internationale. D'abord, si les publications en économie concernent des revues internationales, celles en sociologie visent davantage un espace de recherche et de débat national ; un effort supplémentaire de l'internationalisation des publications en sociologie pourrait être engagé. De même, la mobilité internationale des chercheurs du CESAER demeure faible. Enfin, riches de leur expérience contractuelle, les membres du CESAER pourraient s'engager dans la direction de projets européens et internationaux, et non plus seulement se contenter d'y prendre part. L'organisation de manifestations scientifiques d'envergure internationale pourrait être aussi envisagée.

Un troisième risque pour l'unité provient de la charge importante en matière d'enseignement des enseignants-chercheurs de l'Institut Agro. La nature très exigeante en coordination et en encadrement des enseignements et un manque d'effectifs apparaissent comme une contrainte forte dans l'emploi du temps et l'énergie déployée de ses membres, pouvant impacter l'activité de recherche.

Enfin, bien que les doctorants soient bien accueillis, les financements doctoraux assurés et les moyens mis à leur disposition sont nombreux. La situation des doctorants qui ne sont plus financés à la fin de leur thèse et ne peuvent plus de ce fait accéder à leur espace de travail n'est pas satisfaisante à la fois sur le plan du travail mais aussi sur le plan psychologique. Enfin, même si cela n'est pour le moment pas requis par l'École Doctorale, l'unité devrait encourager l'organisation de comités de suivis individuels de thèse avec un véritable contenu scientifique et pas seulement une dimension administrative.

ÉVALUATION DÉTAILLÉE DE L'UNITÉ

A - PRISE EN COMPTE DES RECOMMANDATIONS DU PRÉCÉDENT RAPPORT

Afin d'éviter le cloisonnement disciplinaire, lié à la création de deux axes réunissant d'un côté les sociologues et de l'autre les économistes, le CESAER a mis en place dès le début de contrat deux thématiques transversales (TT) ayant pour objectif de croiser les regards et les compétences des membres de façon pluridisciplinaire sur les thèmes des « inégalités socio-spatiales » et des « territoires d'alimentation et agricultures durables ».

Dans son projet futur, l'unité fait un pas supplémentaire dans cette direction, en choisissant de se structurer en deux « pôles », le premier portant sur les dynamiques économiques et sociologiques des espaces ruraux et périurbains, et l'autre sur les transitions agroécologiques et alimentaires territoriales. Ces deux pôles permettront une collaboration plus étroite entre économistes et sociologues. Par ailleurs, l'unité a renforcé son positionnement international, durant le contrat 2016-2021, en intensifiant sa participation aux projets européens (*Pegasus*, *Strength2Food*, *LIFT* et *IMAJINE*). Néanmoins, le CESAER n'a pas été porteur principal de projet européen.

B - DOMAINES D'ÉVALUATION

DOMAINE 1 : PROFIL, RESSOURCES ET ORGANISATION DE L'UNITÉ

Appréciation sur les ressources de l'unité

L'unité affiche un profil dynamique et se caractérise par une croissance continue de ses ressources financières externes (70 %), grâce à des ressources contractuelles régionales et grâce à une participation croissante dans des contrats nationaux et européens. Ces activités ont permis de mutualiser le financement d'activités collectives transversales et l'émergence de nouvelles thématiques. L'UMR a compensé les départs par des entrées équivalentes. L'unité a doublé ses contrats doctoraux. Elle présente une unité de lieu avec un bâtiment unique géré par l'Institut Agro de Dijon.

Appréciation sur les objectifs scientifiques de l'unité

La stratégie du CESAER s'appuie sur une priorité au renforcement des thématiques majeures de l'unité (occupation de l'espace, politiques publiques, mondes sociaux) et une politique de soutien à de nouvelles thématiques (transition agroécologique). Cette ouverture a permis l'émergence d'un Pôle sur les « Territoires d'Alimentation et Agriculture Durables » qui constitue un indicateur positif de son évolution vers un renforcement de l'interdisciplinarité. L'unité affiche une bonne intégration des réseaux académiques et non académiques et est très active dans son écosystème régional.

Appréciation sur le fonctionnement de l'unité

L'unité veille à la parité hommes / femmes. L'unité prend en charge et évalue la prévention des risques psycho-sociaux. En matière informatique, l'unité est dotée d'un système de sauvegarde sécurisé des données. Elle s'est engagée dans une gestion inspirée par des principes de développement durable (tri des déchets, réduction des émissions carbone en divisant par deux, entre 2019 et 2024, les émissions liées au transport aérien). La direction devrait penser à la constitution d'un bureau associant les administratifs de direction, ce qui permettrait de gérer les affaires courantes plus efficacement.

1/ L'unité possède des ressources adaptées à son profil d'activités et à son environnement de recherche.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CESAER affiche un profil d'activité fondé sur la recherche académique (50 %) avec une large place consacrée aux activités d'expertise (15 %) à destination des politiques publiques. C'est une unité de taille moyenne de 45 titulaires dont 21 chercheurs (DR CR IR) des départements EcoSocio et ACT de l'INRAE, 14 enseignants-chercheurs de l'Institut Agro Dijon et 7 agents administratifs et d'appui. L'unité a compensé les départs (retraites, mutations) par des entrées équivalentes avec une croissance attendue en 2022 pour le renforcement de l'UMR (1 Ingénieur d'études et 2 chargés de recherche). L'UMR présente une unité de lieu avec un bâtiment unique géré par l'Institut Agro.

Le profil de ressources de l'unité est un profil dynamique et en cohérence avec son environnement de recherche. Concernant les ressources financières, il est marqué par une croissance continue, au cours des 3 derniers quinquennaux, des ressources externes (70 % du total contre 52 % en 2006/2010) par rapport aux ressources récurrentes. Cette croissance s'appuie sur un apport important de ressources contractuelles régionales mais aussi par la participation à des contrats européens.

L'UMR a su mobiliser des ressources propres pour mutualiser le financement d'activités collectives transversales et des thématiques émergentes. Le doublement des contrats doctoraux par rapport à 2010/15 marque une dynamique importante (50 doctorants) avec une poursuite des soutenances d'HDR (4 durant la période ; 13 au total).

Points faibles et risques liés au contexte

Les apports financiers à base contractuelle sont importants et en croissance (PIA, WP de contrats type ANR et européens). Un point de vigilance est apporté sur la question du leadership de ces derniers. L'expérience acquise devrait permettre d'engager l'UMR dans le leadership sur des contrats d'envergure nationale et européenne sur ses thématiques clefs, malgré des coûts de management élevés pour une structure de recherche de taille moyenne.

La charge de travail en matière d'enseignement des enseignants-chercheurs de l'Institut Agro est un problème récurrent dans les UMR et peu de solutions semblent émerger qui permettent de dégager des voies de mitigation. La mobilisation annoncée des tutelles dans le prochain quinquennal doit être importante pour avancer sur cette question.

Enfin, on note, dans le profil de l'unité, une stratégie d'impact en termes de valorisation et de transferts des connaissances qui pourrait être renforcée au-delà de l'investissement de l'unité et de son apport reconnu, en termes de contribution dans la mise en place des politiques publiques.

2/ L'unité s'est assigné des objectifs scientifiques, y compris dans la dimension prospective de sa politique.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le projet scientifique de l'unité s'appuie sur une thématique centrale relative aux dynamiques économiques et sociales rurales et périurbaines et une organisation autour de deux axes thématiques, à bases disciplinaires, l'axe DAT (Dynamique d'aménagement du Territoire) et l'axe GSMR (Groupes sociaux et Mondes Ruraux). Le CESAER a procédé dans sa structuration par étapes, avec une phase de regroupement disciplinaire en 2 axes qui permet de gérer la mixité institutionnelle de l'unité et ensuite par une politique d'exploration de thématiques nouvelles. Sa stratégie scientifique est cohérente et s'appuie sur une priorité dédiée au renforcement des thématiques majeures de l'unité (localisation, usages des sols, sociabilités, transitions et agriculture) et une politique de soutien à des thématiques émergentes. Cette ouverture a permis l'émergence d'un Pôle pluridisciplinaire sur les Territoires d'Alimentation et Agriculture Durables. Il montre l'évolution de l'unité vers des thématiques plus intégrées, interactives et permettant un regard interdisciplinaire. L'unité a également consolidé son travail d'appui aux politiques publiques qui reste une composante importante de son identité.

La reconnaissance et la place du CESAER au niveau national sur l'analyse économique et sociologique de l'occupation de l'espace pour les activités agricoles, alimentaires et résidentielles sont affirmées par rapport à l'état de l'art. La contribution des recherches du CESAER à la résolution des défis sociétaux couvre une large gamme d'enjeux qui traversent les territoires ruraux. L'unité a engagé une réflexion de nature transversale sur les questions de durabilité et des inégalités socio-spatiales qui constituent ses deux thématiques transversales.

L'unité dépend de 2 départements de l'INRAE (Départements EcoSocio et ACT avec le Centre INRAE de BFC) et de l'Institut Agro Dijon. Cette multiplicité est à la fois une richesse mais aussi une source de complexité à gérer. Le projet scientifique s'intègre bien dans les schémas stratégiques des tutelles et de l'unité et est bien implanté dans l'écosystème local, socio-économique et institutionnel, notamment sur la dimension environnement-alimentation qui est une dimension pilote pour la région. L'apport important des sources de financement régionales marque bien cette intégration locale dans les circuits de financement.

Points faibles et risques liés au contexte

L'unité s'est assigné des objectifs en cohérence avec son environnement externe et se définit par une forte orientation vers des projets contractualisés avec les collectivités territoriales. Cette posture cohérente pose la question de sa poursuite du fait de la perte du label ISITE et la transformation de la COMUE.

Les axes en vigueur les années précédentes sont organisés sur une focale essentiellement disciplinaire (avec des thématiques transversales qui permettent des échanges entre les axes). Si on comprend bien la nécessité de favoriser la mixité entre collègues de même discipline provenant d'horizons institutionnels divers, cette organisation est peu favorable à l'approche interdisciplinaire que nécessiteraient les thématiques abordées. La réorganisation annoncée autour de 2 pôles interdisciplinaires apparaît comme une bonne solution à ce problème.

La place accordée à la question des politiques publiques se traduit par un pourcentage d'activité important (15 %) pour l'unité. Cette activité relève de l'expertise technique et l'impact en termes de production de connaissances scientifiques n'est pas toujours avéré.

Enfin, pour ce qui est de la contribution aux défis sociétaux, si la pertinence des enjeux identifiés est réelle, la capacité de l'unité à analyser et à évaluer les impacts de sa politique de recherche n'est pas avéré non plus. Une réflexion sur ce point pourrait être utile.

3/ Le fonctionnement de l'unité est conforme aux réglementations en matière de gestion des ressources humaines, de sécurité, d'environnement et de protection du patrimoine scientifique.

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité veille à la parité hommes / femmes. Au cours de la période 2016-2021, l'unité a accueilli 5 femmes et 1 homme. L'INRAE est le premier établissement public de recherche reconnu par la double labellisation AFNOR Égalité-Diversité et le CESAER fait partie des quatre centres pilotes dans ce domaine avec des actions de sensibilisation, de formation et de communication à ce sujet.

L'unité a confié à un de ses assistants ingénieurs la fonction d'assistant de prévention des risques psycho-sociaux à hauteur de 10 % de son temps. Le CESAER a entrepris une évaluation des RPS dès 2016. Ces risques semblent très faibles mais ne sont pas absents. En matière de sécurité informatique, l'unité est dotée d'un système de sauvegarde sécurisé des données de ses ordinateurs pour éviter toute perte en cas de défaillance de disque dur ou de vol.

Enfin, l'unité s'est engagée dans une gestion inspirée par des principes de développement durable. Outre le tri des déchets, l'unité s'est engagée, plus récemment, dans une réduction des émissions carbone liées à ses activités en rejoignant l'initiative nationale Labos 1point5 et en mettant en place des règles ayant pour objectif de diviser par deux, entre 2019 et 2024, les émissions liées au transport aérien.

Points faibles et risques liés au contexte

L'unité devrait penser à organiser un bureau qui se réunirait de façon récurrente et permettrait de faire circuler les informations entre la direction et l'administration sur les affaires courantes (arrivées et départs, budgets...). Cette organisation souple permettrait de régler des soucis organisationnels mineurs qui restent néanmoins énergivores.

DOMAINE 2 : ATTRACTIVITÉ

Appréciation sur l'attractivité

L'UMR est une référence, à tout le moins à l'échelle nationale, dans ses thématiques de recherche historiques, telles que l'économie spatiale, l'évaluation des politiques publiques, la sociologie des mondes ruraux ou les dynamiques de changement en agriculture. En sciences économiques, plusieurs articles scientifiques ont été publiés dans des revues académiques internationales avec une excellente visibilité. Néanmoins, l'unité peut encore renforcer son positionnement international et son leadership dans des projets de recherche.

1/ L'unité est attractive par son rayonnement scientifique et contribue à la construction de l'espace européen de la recherche.

Points forts et possibilités liées au contexte

Un nombre significatif de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de l'unité disposent d'une reconnaissance scientifique nationale et internationale forte, attestée par des invitations à présenter leurs travaux dans des séminaires ou des conférences, par des sollicitations pour des activités de recherche (projets de recherche nationaux et européens) et pour des prises de responsabilités nationales ou internationales (INRAE, édition scientifique, sociétés savantes). L'UMR est une référence, à tout le moins à l'échelle nationale, dans ses thématiques de recherche historiques, telles que l'économie spatiale, l'évaluation des politiques publiques, la sociologie des mondes ruraux ou les dynamiques de changement en agriculture. En sciences économiques, plusieurs articles scientifiques ont été publiés dans des revues académiques internationales avec une excellente visibilité. En sociologie, plusieurs ouvrages ou numéros spéciaux de revue ont été publiés, avec une très bonne visibilité nationale, venant marquer une position centrale dans les champs de recherche concernés. Cinq prix de thèse et plusieurs publications d'articles et d'ouvrages attestent également un rayonnement remarquable des travaux des doctorants formés dans l'unité.

Points faibles et risques liés au contexte

Malgré les efforts engagés par la direction, les publications en sociologie demeurent très majoritairement écrites en français, avec seulement une poignée d'articles en anglais dans des revues académiques internationales. Cela constitue un positionnement assumé par beaucoup de sociologues du laboratoire, autant pour des raisons pratiques (coûts de l'écriture en anglais) que pour des raisons stratégiques (espace de reconnaissance ciblé majoritairement national). Pour autant, le comité considère que ce positionnement nuit à la visibilité internationale des travaux menés et à la capacité des chercheurs de l'unité à peser sur les débats académiques dans d'autres pays. De la même façon, même si ce choix est assumé par la direction du laboratoire en raison de la réduction de la charge administrative qu'il induit, le retrait de la coordination principale de projets de recherche internationaux mérite discussion. Il en est de même pour le nombre relativement faible de projets nationaux d'ampleur (type ANR) coordonnés par les chercheurs de l'UMR. Dans les deux cas, il conviendrait de préciser dans quelle mesure cela se solde par une perte de capacité à prendre le leadership sur la structuration d'actions collectives de recherche nationales et internationales. Par ailleurs, le nombre des mobilités internationales entrantes et sortantes des chercheurs et enseignants-chercheurs pourrait être accru. Cela permettrait aussi d'accroître le nombre de publications scientifiques impliquant des co-auteurs étrangers. Même si celles-ci existent, elles demeurent relativement marginales, à hauteur d'un dixième des articles publiés dans des revues à comité de lecture. Enfin, comme le reconnaît la direction de l'UMR dans son autoévaluation, l'organisation de colloques nationaux et internationaux demeure modeste. La perspective d'accueillir des événements de sociétés savantes reconnues pourrait être vecteur d'une visibilité accrue.

2/ L'unité est attractive par la qualité de sa politique d'accueil des personnels.

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité offre un bon niveau de services et de ressources en appui à l'ensemble de ses chercheurs, y compris les doctorants et post-doctorants sous contrat. Chacun d'entre eux dispose d'un bureau partagé ou individuel, d'un accès à une enveloppe financière (participation à des colloques, achat d'ouvrages...) et d'une possibilité d'obtenir un financement supplémentaire pour une recherche émergente ou la traduction d'articles. Par ailleurs, un effort important a été mené pour obtenir des financements de doctorats. Cela a contribué à un doublement des contrats doctoraux pendant la période 2016-2021. Le bon niveau de publication académique et la bonne insertion professionnelle dans l'enseignement supérieur et la recherche des doctorants ayant soutenu leur thèse pendant cette période contribuent également à rendre l'UMR attractive. Il en est de même des relations établies par plusieurs chercheurs du laboratoire avec les équipes pédagogiques de Masters de recherche en SHS de bon niveau dans différents établissements d'enseignement supérieur français.

Points faibles et risques liés au contexte

Le laboratoire rencontre des difficultés à recruter des doctorants dans les Masters de la région. La participation au M2 Économie et gouvernance des territoires n'a pas, par le passé, constitué une voie de recrutement satisfaisante. La création du Master international Data Analyst for Spatial and Environmental Economics (DASEE) dans la dynamique de l'ISITE-BFC, constituait une nouvelle opportunité d'identifier de bons candidats. Le master DASEE aura fonctionné cinq années (2019-2023), les problèmes du site suite au départ de l'uB d'UBFC ne permettaient pas un maintien du master DASEE dans de bonnes conditions. Ensuite, même si l'UMR a stabilisé ses effectifs pendant la période considérée, le faible nombre de postes ouverts au recrutement semble nuire

en partie à l'attractivité du laboratoire. Il est par exemple notable qu'aucun des 13 post-doctorants accueillis pendant la période considérée n'a pu s'insérer durablement dans le laboratoire. Lorsque les doctorants arrivent à la fin de leur contrat doctoral et s'ils n'ont pas terminé leur thèse, ils ne peuvent plus, ou seulement sous certaines conditions, accéder à leur espace de travail, conformément à la réglementation applicable aux agents de droit public. Ceci pose des soucis à la fois pour la fin de la thèse mais aussi sur le plan psychologique à de nombreux doctorants en fin de thèse.

3/ L'unité est attractive par la reconnaissance que lui confèrent ses succès à des appels à projets compétitifs.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CESAER fait preuve d'une grande capacité à mobiliser des sources de financement variées pour financer des projets de recherche collectifs et structurants pour l'unité. Au niveau national et international, des membres de l'unité sont impliqués dans des projets H2020 et ANR, en tant que participants ou responsables de Work packages. Au niveau national et régional, l'unité est porteuse d'un grand nombre de projets financés par l'ISITE-BFC, ses tutelles (INRAE, UBCF), des collectivités territoriales dont, principalement, le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté et d'autres acteurs socio-économiques. Ces différents projets ont constitué près de 70 % des ressources globales de l'unité et lui ont permis de financer un nombre important de contrats doctoraux (12), post-doctoraux (13), et d'ingénieurs (15).

Ces projets témoignent du dynamisme des membres de l'unité, de leur reconnaissance par leurs partenaires régionaux, français et européens et de la bonne insertion de l'unité dans son écosystème (Université, Région). Pour les années à venir, l'unité se donne l'objectif plus ambitieux de porter un projet européen ou ANR, qui semble à sa portée grâce à l'expérience acquise par sa participation à des projets H2020 et ANR et grâce au soutien de la tutelle INRAE dans le montage de ce type de projets.

Points faibles et risques liés au contexte

Les principaux risques pour l'unité sont ceux inhérents au financement de la recherche sur projets. Le poids des projets dans les ressources globales de l'unité est une source d'autonomie financière mais aussi de vulnérabilité. Ainsi, la perte par l'UBFC du label ISITE en juillet 2021, qui fut un atout majeur pour l'unité, constitue un risque de tarissement d'une partie de ses financements. L'unité souligne également le coût, en termes de charge de travail, que représente le montage et la gestion d'un projet de type européen ou ANR, face à la saturation des capacités de travail des enseignants-chercheurs liée aux formats pédagogiques privilégiés (apprentissage par projets...) et à leurs responsabilités pédagogiques. Enfin, le recours à un grand nombre de post-doctorants et d'ingénieurs travaillant sur des contrats courts est en décalage avec la temporalité de la recherche scientifique.

4/ L'unité est attractive par la qualité de ses équipements et de ses compétences technologiques.

Points forts et possibilités liées au contexte

Cette rubrique est sans objet pour le CESAER ce qui est généralement le cas des unités du domaine des SHS.

Points faibles et risques liés au contexte

Cette rubrique est sans objet pour le CESAER ce qui est généralement le cas des unités du domaine des SHS.

DOMAINE 3 : PRODUCTION SCIENTIFIQUE

Appréciation sur la production scientifique de l'unité

La production scientifique est importante sur l'analyse de l'occupation de l'espace et la prise en compte de l'espace pour les activités agricoles, alimentaires et résidentielles dans les territoires. Le volume de production a significativement augmenté et l'unité a veillé au choix de supports de qualité indexés ainsi qu'à une plus grande internationalisation des publications en économie, laquelle doit se renforcer en sociologie. La charge d'enseignement des membres de l'institut Agro représente un risque important de réduction de l'activité de recherche et/ou de la qualité des publications.

1/ La production scientifique de l'unité satisfait à des critères de qualité.

Points forts et possibilités liées au contexte

La production scientifique de l'unité est importante sur les thématiques du CESAER, à savoir sur l'analyse économique et sociologique de l'occupation de l'espace et sur la prise en compte de l'espace pour les activités agricoles, alimentaires et résidentielles dans les territoires ruraux et périurbains. Le volume de production a augmenté de manière significative depuis la dernière visite du Hcéres et l'unité a veillé au choix de supports de qualité indexés ainsi qu'à une plus grande internationalisation des publications : ainsi des ouvrages ont été publiés aux éditions *Springer*, *Wiley*, *Elsevier* ; 46 % des ACL ont été publiés en anglais ; on recense 55 co-publications internationales et onze membres de l'unité participent à des comités de rédaction de revues internationales.

Cette production, importante, est de très bonne qualité et l'UMR s'est imposée comme une référence dans ses thématiques de recherche historiques, telles que l'économie spatiale, l'évaluation des politiques publiques, la sociologie des mondes ruraux ou les dynamiques de changement en agriculture. En sciences économiques, plusieurs articles scientifiques ont été publiés dans des revues académiques internationales avec une très bonne visibilité et une forte sélectivité (ainsi deux articles dans *Journal of Urban Economics* et un dans l'*American Journal of Agricultural Economics*). En sociologie, plusieurs ouvrages (*Agone*, Editions EHESS, *La Découverte*, *Raisons d'Agir*, *PUR*) ou numéros spéciaux de revue ont été publiés, venant marquer une position centrale dans les champs de recherche concernés et confirmer une excellente visibilité nationale qui dépasse largement les cercles de la recherche agronomique et diffuse vers l'université et le CNRS.

En outre, l'unité a su promouvoir des publications collectives significatives liées aux dynamiques en cours à l'intérieur du laboratoire, notamment dans le cadre d'une des thématiques transversales : ainsi *Strength2Food*, projet structurant d'ampleur, a débouché sur 14 articles académiques dont une synthèse dans *Ecological Economics*.

Points faibles et risques liés au contexte

La question de l'internationalisation des supports de publication pour la sociologie, déjà soulevée lors de la dernière visite du Hcéres, demeure en partie. Malgré les efforts engagés par la direction pour les soutenir, les publications en sociologie restent très majoritairement écrites en français, avec seulement une poignée d'articles en anglais dans des revues académiques internationales. Le comité considère que ce positionnement nuit à la visibilité internationale des travaux menés et à la capacité des chercheurs de l'unité à peser sur les débats académiques dans d'autres pays.

Le comité appelle à poursuivre les efforts engagés comme l'élargissement du vivier de doctorants ou la participation à des programmes internationaux.

2/ La production scientifique est proportionnée au potentiel de recherche de l'unité et répartie entre ses personnels.

Points forts et possibilités liées au contexte

En dépit de certaines disparités, l'ensemble des chercheurs et des enseignants-chercheurs contribuent à la production scientifique de l'unité et celle-ci ne compte aucun non publiant. L'unité est consciente des difficultés des EC de l'Institut Agro Dijon à se ménager du temps pour la recherche et la publication : cette difficulté est pointée dans le document remis au comité. L'unité est notamment soucieuse des jeunes EC qui peinent à trouver un équilibre au début de leur carrière entre enseignement et recherche ; il s'agit toutefois plus d'encouragements que de véritables moyens du fait de la double tutelle.

Les doctorants et les post-doctorants participent à la production scientifique de l'unité. À titre d'exemple, 47 articles ou chapitres d'ouvrage comptent un doctorant parmi les co-auteurs (soit plus de 10 % des publications de l'unité). Il en est de même pour les post-doctorants (10 publications collectives sur la période 2016-2021) et leur présence participe aussi de la construction de réseaux solides de collaboration.

Points faibles et risques liés au contexte

La question du poids de l'enseignement des enseignants-chercheurs de l'Institut Agrosup et des éventuelles conséquences sur les activités de publication a été soulevée tant par le rapport de l'unité que lors de la visite. De même, la forte augmentation des post-doctorants ne doit pas se faire au détriment du recrutement de permanents pour assurer la production scientifique de l'unité dans la durée.

3/ La production scientifique de l'unité respecte les principes de l'intégrité scientifique, de l'éthique et de la science ouverte.

Points forts et possibilités liées au contexte

La production scientifique de l'unité respecte les principes de l'intégrité scientifique, de l'éthique et de la science ouverte grâce à une stratégie proactive de diffusion, auprès des membres de l'unité et des doctorants, des bonnes pratiques en matière de publication, de cosignature, de respect des données à caractère personnel, de traçabilité des traitements, de dépôt des publications sur les plateformes d'archives ouvertes, et grâce à la mise en œuvre d'une stratégie d'archivage des données de la recherche.

Points faibles et risques liés au contexte

Au-delà de la diffusion des bonnes pratiques et de l'archivage des données de la recherche, une progression des pratiques de la recherche est possible par la mise en œuvre d'une stratégie visant à garantir un accès ouvert systématique aux publications de l'unité et à assurer la réplicabilité des résultats de la recherche.

DOMAINE 4 : INSCRIPTION DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE DANS LA SOCIÉTÉ

Appréciation sur l'inscription des activités de recherche de l'unité dans la société

L'unité a su capitaliser, avec un mélange de continuité et de renouvellement, sur ses principaux domaines d'expertise pour apporter un appui aux politiques publiques. Cette expertise se manifeste particulièrement sur les thèmes de l'aménagement du territoire, de l'usage du sol, du fonctionnement du marché immobilier et du développement rural. De nombreux produits à destination du monde socio-économique ont été réalisés. L'unité partage ses connaissances avec le grand public, tandis que ses membres participent régulièrement à des émissions télévisées ou radiophoniques et à des débats de société.

1/ L'unité se distingue par la qualité de ses interactions non académiques.

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité a su capitaliser, avec un mélange de continuité et de renouvellement, sur ses principaux domaines d'expertise pour apporter un appui aux politiques publiques nationales et locales. Cette expertise se manifeste tout particulièrement sur les thèmes de l'aménagement du territoire, de l'usage du sol, du fonctionnement du marché immobilier et du développement rural. Comme le signale la direction du laboratoire dans son autoévaluation, cet appui se manifeste aux différentes étapes des politiques publiques, depuis leur émergence jusqu'à leur évaluation, en passant par leur conception et leur mise en œuvre. L'inscription dans la durée des partenariats opérés, sur plusieurs dizaines d'années dans certains cas, est également remarquable ; elle témoigne aussi de la qualité des interactions.

Il convient aussi de souligner la forte convergence thématique entre les activités de recherche et les activités d'expertise : le laboratoire et ses chercheurs semblent faire preuve de sélectivité dans leurs partenariats, évitant de se disperser ou de se transformer en bureau d'études. En complément de ces actions d'appui aux politiques publiques, l'unité s'est impliquée ces dernières années dans différentes enquêtes participatives, impliquant de manière active des citoyens, élus, professionnels... Cela se concrétise par la participation à des dispositifs de type Living lab, à des espaces collaboratifs d'expérimentation et de coproduction de connaissances. Cette inflexion répond bien à des attentes fortes du moment, affirmées par les tutelles et les financeurs. Elle mérite d'être poursuivie.

Ce développement pourra le cas échéant se coupler avec une réflexion sur les différences de méthodes et de positionnement qu'impliquent ces démarches participatives en comparaison avec les formes de recherche et d'expertise « historiques » du laboratoire (ethnographie, analyse de données). Il n'y a probablement pas de risques à combiner ces méthodes et l'objectif n'est pas de réinventer les conclusions d'autres équipes de chercheurs plus avancées sur ce point. Néanmoins, cette évolution du laboratoire peut être l'opportunité d'animations et de réflexions collectives.

Points faibles et risques liés au contexte

Rien à signaler sur ce point.

2/ L'unité développe des produits à destination du monde socio-économique.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CESAER s'est engagé dans une collaboration importante avec le monde socio-économique et contribue à des projets importants dans son domaine d'expertise, à savoir l'aménagement des territoires ruraux et périurbains. Dans le domaine des mobilités, il a notamment développé dès 2008 un calculateur capable d'évaluer les distances et les temps des trajets routiers : Odomatrix a intégré la technologie Here Traffic Patterns (produite par la société HERE propriété de Daimler, BMW, Audi, Toyota et Intel) et est principalement mobilisé dans les sphères de la santé publique et de l'aménagement du territoire.

Sur la période considérée (2011-2016), plus de 60 produits ont été réalisés à destination du monde socio-économique (expertises, publications...). Ainsi un partenariat inédit avec trois sites immobiliers en ligne (*leboncoin*, *SeLogger* et *Particulier À Particulier*) a débouché sur la réalisation d'une carte des loyers interactive qui fonctionne depuis décembre 2020 sur le site du Ministère de la Transition écologique.

On peut également citer certains travaux sur les politiques publiques à fort impact sur le monde socio-économique : ainsi pour le référentiel du label « Bas-Carbone » adopté par le Ministère de la transition écologique et appliqué largement ; ainsi pour l'arrêt de la Cour de justice de l'Union Européenne du 22 septembre 2020 sur la location meublée à une clientèle de passage n'y élisant pas domicile, effectuée de manière répétée et pour de courtes durées.

En dernier lieu, l'unité publie régulièrement des articles dans des revues professionnelles ou techniques (*Transrural*, *Arpenter* ou encore *Travaux et Innovations*).

Points faibles et risques liés au contexte

Au vu de son positionnement original, l'unité pourrait plus encore publier dans des revues professionnelles tant ses domaines d'expertise sont en prise avec des questionnements majeurs du monde socio-économique. La montée des problématiques sur les systèmes agro-alimentaires au sein de l'unité offre plus encore de prises à venir.

3/ L'unité partage ses connaissances avec le grand public et intervient dans des débats de société.

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité partage ses connaissances avec le grand public. Elle est régulièrement impliquée dans des journées portes ouvertes, organisées par le centre INRAE de Bourgogne Franche-Comté ainsi qu'aux nuits européennes des chercheurs, organisées à Dijon. Ses membres ont participé à 86 émissions télévisées ou radiophoniques et 52 débats de société durant la période de référence. Ils ont également produit 31 documents de diffusion scientifique destinés au grand public, y compris des publications dans des journaux et des quotidiens d'envergure nationale.

Points faibles et risques liés au contexte

Rien à signaler sur ce point.

C - RECOMMANDATIONS À L'UNITÉ

Recommandations concernant le domaine 1 : Profil, ressources et organisation de l'unité

L'unité doit poursuivre sa stratégie d'augmentation de ses effectifs. Le comité Hcéres émet un avis très favorable au projet de la future structuration de l'unité autour de deux axes.

L'unité devrait veiller à l'allègement des charges des enseignants-chercheurs engagés dans un service d'enseignement contraignant ou à favoriser l'élaboration avec l'Institut Agro Dijon de solutions permettant des périodes d'allègement de la charge d'enseignement (coordination de projets de recherche, préparation de l'HDR...).

L'unité, en lien avec l'ensemble des tutelles, devrait penser à une solution acceptable pour les doctorants dont le contrat doctoral arrive à terme et qui sont privés d'espace de travail, afin qu'ils puissent terminer leur thèse dans de bonnes conditions.

Enfin, l'unité devrait penser à la constitution d'un bureau qui se réunirait régulièrement, permettant une circulation des informations plus rapide avec l'administration, afin de gérer les affaires courantes.

Recommandations concernant le domaine 2 : Attractivité

Le comité Hcéres recommande à l'unité d'augmenter sa démarche d'internationalisation. Bien que la stratégie d'internationalisation de l'unité soit visible par rapport à l'exercice précédent, il est nécessaire de poursuivre dans cette direction. L'organisation de manifestations scientifiques d'envergure internationale et la mobilité croissante des membres de l'unité devraient être favorisées.

Recommandations concernant le domaine 3 : Production scientifique

Le comité Hcéres recommande à l'unité de renforcer l'internationalisation de ses publications en sociologie. Ces publications sont d'un niveau excellent sur le plan national et méritent d'avoir un impact à l'échelle internationale.

Le comité Hcéres recommande également aux membres de l'unité de ne plus se contenter de participer à des projets européens, mais de s'engager dans la direction et la gestion de tels projets, afin d'accroître sa visibilité mais aussi de diversifier ses ressources financières, notamment à la suite des évolutions incertaines de l'environnement régional de l'unité.

Recommandations concernant le domaine 4 : Inscription des activités de recherche dans la société

L'unité doit poursuivre son engagement, déjà fort, d'inscription de ses activités dans la société et de dissémination de ses résultats de recherche auprès du grand public.

DÉROULEMENT DES ENTRETIENS

DATE

Début : 18 janvier 2023 à 9h30

Fin : 18 janvier 2023 à 17h00

Entretiens réalisés : en présentiel

PROGRAMME DES ENTRETIENS

Lieu : CESAER, 26, bd Docteur Petitjean, BP 87999, 21079 Dijon Cedex France

- 09:00 – 10:30 Présentation du bilan de l'unité par la direction de l'unité (25'), échanges avec le comité (réunion plénière)
- 10 :45 – 11 :30 Rencontre avec les enseignants-chercheurs et chercheurs
- 11 :30 – 12 :00 Rencontre avec les doctorants et post-doctorants
- 12 :00 – 13 :00 Pause (déjeuner du comité).
- 13 :00 – 13 :30 Rencontre avec les tutelles ou leur représentation
- 13 :30 – 14 :00 Rencontre avec le personnel d'appui à la recherche
- 14 :00 – 14 :30 Réunion des experts (huis-clos)
- 14 :45 – 15 :15 Rencontre avec la direction de l'unité
- 15 :15 – 16 :00 Réunion des experts (huis-clos)

OBSERVATIONS GÉNÉRALES DES TUTELLES

Monsieur Éric Saint Aman
HCERES
Directeur du département d'évaluation
de la recherche
2 rue Albert Einstein

75013 PARIS

Dijon, le 9 Mai 2023

Objet : Evaluation HCERES DER-PUR230023025 - CESAER - Centre d'Economie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux.

Monsieur le Directeur,

Au nom de l'Institut Agro, je remercie le comité HCERES ainsi que son président pour son éclairage et ses recommandations concernant l'Unité CESAER. Je retiens en particulier la reconnaissance académique de l'unité dans le domaine de l'occupation de l'espace, des politiques publiques et des mondes sociaux et l'encouragement du comité à la structuration des futures activités du CESAER en deux pôles dont un émergent intitulé « Territoires d'alimentation et agricultures durables ». Le comité a également souligné la qualité des recherches menées lors du présent contrat, leur valorisation et les liens forts que l'Unité entretient avec la société.

Suite aux recommandations, l'Institut Agro Dijon renforcera dans la mesure du possible son soutien aux enseignants chercheurs afin de limiter la charge d'enseignement et préserver le temps consacré à la recherche. Plus généralement, je tiens à réaffirmer le soutien de l'Institut Agro Dijon à l'Unité CESAER.

Je vous prie d'agréer Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée,

Pour la Directrice Générale de l'Institut Agro et par
délégation, le Directeur de l'Institut Agro Dijon



François ROCHE-BRUYN

Observations de portée générale sur le rapport d'évaluation HCERES de l'UMR CESAER

Campagne d'évaluation 2022-2023 (Vague C)

Réf : DER-PUR230023025 - CESAER - Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux.

Madame, Monsieur,

Les membres de l'UMR CESAER tiennent à saluer le comité d'évaluation pour la qualité de son analyse et les échanges constructifs lors de sa visite du 18 janvier 2023. Ils le remercient pour ses appréciations sur nos différentes activités, ses recommandations et le regard positif porté sur notre projet scientifique pour le prochain quinquennat. Pour autant, l'unité souhaite formuler quelques observations.

En page 6, le comité indique que « *La situation des doctorants qui ne sont plus financés à la fin de leur thèse et ne peuvent plus de ce fait accéder à leur espace de travail n'est pas satisfaisante à la fois sur le plan du travail mais aussi sur le plan psychologique.* ». La question des conditions d'exercice des doctorants post-contrat doctoral est une de nos préoccupations premières. Quelle que soit la tutelle employeur, l'accès à un espace de travail au CESAER est conditionné à la détention d'un contrat doctoral, dans le respect de la réglementation applicable aux agents de droit public. En effet, l'exercice de l'activité doctorale dans des conditions autres, en particulier sans contrat de travail, est passible de sanctions. Au sein de l'unité, des premières solutions ont été mises en place afin de sécuriser autant que possible les fins de thèses. Par exemple, nous donnons la possibilité aux doctorants d'y faire de courts séjours en tant qu'invités et avons pour cela installé des postes de travail réservables auprès du service d'appui. Une autre mesure en cours de discussion concerne la prolongation de quelques mois de certains contrats doctoraux sur fonds propres, sous des conditions précises et au cas par cas. Dans tous les cas, nous poursuivrons nos efforts en lien avec les tutelles afin de parvenir à une solution acceptable pour les doctorants.

Le comité souligne, à la page 6 également, un risque lié à « *la relative faiblesse de la visibilité internationale* » de l'unité et suggère tout un ensemble de moyens afin de l'améliorer : accroissement du nombre de publications en sociologie dans des supports anglais, augmentation des mobilités des chercheurs, coordination de projets européens et organisation de colloques internationaux. Nous rappelons que l'internationalisation de nos recherches est une thématique récurrente des évaluations successives du CESAER. Pour accompagner une stratégie collective claire, nous proposons de commencer par une réflexion (au travers d'un groupe de travail dédié) pour en définir les outils à privilégier et les modalités pour y parvenir.

Concernant le faible nombre de publications en sociologie dans des supports en anglais, il s'agit là effectivement d'un positionnement assumé plutôt que d'un choix délibéré. Il y a derrière ce positionnement le fait que la sociologie est une « discipline historique », au sens de Jean-Claude Passeron (Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel, Paris, Nathan, 1991). Comme les historiens, les sociologues ne travaillent pas sur des abstractions, mais sur des sociétés historiques dont la comparabilité est tout sauf évidente. Ils sont d'abord des

spécialistes de la France. Certes la sociologie que nous pratiquons gagne en généralité dans le jeu comparatif pour affiner sa conceptualisation, mais ce n'est pas non plus facile à opérer. Ce, pour nombre de sociologues français comme étrangers qui eux aussi travaillent sur des sociétés historiques spécifiques. Les revues états-uniennes sont ainsi autant nationales que les françaises et ne jouent pas un rôle de littérature internationale dominante de la discipline. De ce fait, l'accès aux revues étrangères a un coût élevé (traduction, compréhension du champ académique en question, littérature...).

Pour autant, l'ouverture internationale est un enjeu que nous mesurons comme en témoignent les actions engagées au cours de la période évaluée et de la période récente :

- publication à l'international : un des huit ouvrages, publiés en nom d'auteur, l'a été en langue espagnole ; 10 ACL sur 102 l'ont été en langue étrangère (anglaise, espagnole, italienne ou portugaise), et 10 sur 58 des chapitres d'ouvrage. Une contribution au *Handbook in French Politics and Culture* (2019) a d'ailleurs permis de diffuser une synthèse de nos résultats en langue anglaise et plusieurs de nos ACL publiés dans des revues françaises ont été sélectionnés par les comités de rédaction de ces revues pour être traduits en anglais ou espagnol sur le portail Cairn international.
- collaborations avec des collègues étrangers sur des enquêtes et terrains hors de France. Par exemple, une collaboration au long cours avec des collègues brésiliens sur la question du foncier agricole a donné lieu à plusieurs publications. De même, la participation de sociologues de l'unité au projet européen H2020 Strength2food a permis de produire plusieurs publications dans des revues internationales. Enfin, les liens noués avec les collègues de L'institut de Sociologie de l'Université de Porto ont donné lieu à publication de deux chapitres d'ouvrages (l'un en français, l'autre en portugais).
- recrutement de doctorants internationaux. Nous avons actuellement deux doctorants européens, l'un italien, l'autre espagnol, qui enquêtent dans leur pays respectif en appliquant les méthodologies développées au CESAER sur le thème des ouvriers résidents des espaces ruraux.
- organisation des journées d'études intitulées « *Rural areas in France and the United States* » les 6 et 7 septembre 2022 en collaboration avec des sociologues étatsuniennes. À cette occasion, nous avons accueilli Jennifer Sherman (Washington State University) et Linda Lobao (Ohio State University).
- À l'avenir, les liens créés avec ces collègues états-uniennes permettent d'envisager des séjours de recherche aux Etats-Unis et la construction d'enquête collectives des deux côtés de l'Atlantique. Par ailleurs, ces liens ouvrent des perspectives de publications dans des revues très peu accessibles sans liens préalables avec le monde académique états-unien.
- une autre nouveauté est le lancement, cette année 2023, du séminaire international de sociologie du CESAER pour dialoguer avec des collègues de différents pays, dont les travaux s'inscrivent dans le domaine de la sociologie des mondes ruraux.
- Enfin, le dépôt d'un projet Horizon Europe se prépare pour début 2024 et est piloté par un sociologue du CESAER, en impliquant aussi d'autres membres du laboratoire.

En matière de fonctionnement de l'unité, le comité préconise, à la page 7, « *la constitution d'un bureau associant les administratifs de direction, ce qui permettrait de gérer les affaires courantes plus efficacement* ». Nous n'en avons pas fait mention dans le document d'autoévaluation mais se tient une réunion hebdomadaire de 2 heures entre la direction d'unité (DU, DUA) et le service d'appui (responsable administrative) depuis la mise en place de notre mandature.

À la page 9, le comité relève que « *La place accordée à la question des politiques publiques se traduit par un pourcentage d'activité important (15 %) pour l'unité. Cette activité relève de*

l'expertise technique et l'impact en termes de production de connaissances scientifiques n'est pas toujours avéré. » La valorisation scientifique de nos travaux d'expertise est pourtant élevée. Nous veillons en effet à ce que nos implications dans des expertises se traduisent par des publications. C'est le cas lors de notre participation à l'étude « 4 pour 1000 » ou d'autres travaux d'expertise comme l'identification des centralités en appui au programme « Petites villes de demain », l'évaluation de l'impact de la Covid-19 sur les mobilités résidentielles ou encore l'évaluation de la qualité des inventaires d'émission des GES en matière de carbone du sol... Les valorisations tirées de ces travaux (articles, chapitres d'ouvrage...) paraissent dans des supports académiques, en général, dans l'année ou les années qui suivent, d'où leur absence dans la liste de nos publications. Occasionnellement, il peut arriver que certains travaux ne débouchent pas sur des publications dans des revues académiques, mais elles contribuent tout de même à nos yeux à accroître la visibilité du CESAER (e.g. carte des loyers).

Le comité souligne à la page 12 que « *L'unité est notamment soucieuse des jeunes EC qui peinent à trouver un équilibre au début de leur carrière entre enseignement et recherche ; il s'agit toutefois plus d'encouragements que de véritables moyens du fait de la double tutelle.* ». Tout comme les collègues INRAE, les EC bénéficient de tout un ensemble de services (formation, service informatique, restauration pour les doctorants et contractuels...) et de soutien financier (aides à la publication et/ou à la traduction). Ils disposent d'une enveloppe financière pour leurs activités de recherche correspondant à 60 % de la dotation versée par l'Institut Agro. Les autres 40 % correspondant à une enveloppe financière versée aux ingénieurs employés par l'Institut Agro Dijon au sein de l'unité et aux doctorants encadrés par les HDR de l'Institut Agro Dijon. Ce soutien est possible du fait de la mutualisation des ressources propres dont les trois quarts proviennent de la tutelle INRAE. Mentionnons également qu'INRAE prend en charge la quasi-totalité des frais de fonctionnement de l'unité dont ceux liés à l'animation scientifique. Pour autant et pour reprendre le comité, il nous est en effet nécessaire de « veiller à l'allégement des charges des enseignants-chercheurs (...) ou à favoriser l'élaboration avec l'Institut Agro Dijon de solutions... » bien que cela nous semble principalement relever de la responsabilité de la tutelle.

Le comité recommande, à la page 13, la mise en œuvre « *d'une stratégie visant à garantir un accès ouvert systématique aux publications de l'unité.* ». Une telle stratégie est déjà largement en place, par le biais de notre tutelle INRAE qui, lors de l'évaluation biannuelle des chercheurs, demande la liste des préprints déposés sur la plateforme HAL. Ainsi que le comité peut le vérifier, cette stratégie a pour effet d'ouvrir l'accès à la majorité de nos publications après l'embargo légal d'un an. Pour cette raison, nous sommes réticents à gaspiller l'argent public - celui de l'unité en l'occurrence - dans le paiement de droits "open access". Nous sommes toutefois conscients que cette stratégie ne couvre pas totalement les agents de l'Institut Agro Dijon et les agents INRAE non permanents, quoi que les uns comme les autres soient souvent co-auteurs d'agents INRAE permanents et donc indirectement couverts. Dans tous les cas, nous allons réfléchir à la manière de compléter la stratégie de notre tutelle INRAE de manière à ce que l'accès ouvert à nos publications soit garanti à 100 %.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos respectueuses salutations.

Le directeur de l'UMR CESAER
Stéphane BLANCARD



UMR 1041 CESAER

26 Bd du Docteur Petitjean - BP 87999 - 21079 DIJON CEDEX

Tel. : 03 80 77 25 49

Les rapports d'évaluation du Hcéres
sont consultables en ligne : www.hceres.fr

Évaluation des universités et des écoles

Évaluation des unités de recherche

Évaluation des formations

Évaluation des organismes nationaux de recherche

Évaluation et accréditation internationales



2 rue Albert Einstein
75013 Paris, France
T. 33 (0)1 55 55 60 10

hceres.fr

[@Hceres_](https://twitter.com/Hceres_)

[Hcéres](https://www.youtube.com/Hceres)

